ASSEMBLÉE NATIONALE

3 juillet 2025

PORTANT CRÉATION D'UN STATUT DE L'ÉLU LOCAL - (N° 1603)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 702

présenté par

Mme Bellay, M. William, M. Califer, M. Naillet et M. Baptiste

ARTICLE 9

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

À la fin de l'alinéa 15, substituer aux mots :

« n'est pas tenu de payer comme temps de travail le temps passé par l'élu à ces séances et réunions »

les mots :

« est tenu de considérer le temps d'absence d'un salarié membre d'un conseil municipal prévu aux articles L2123-1, L2123-2 et L2123-4 du code général des collectivités territoriales comme de plein droit assimilé à du temps de travail effectif. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à ce que le temps d'absence légal d'un élu soit considéré comme du temps de travail effectif pour l'ensemble des implications, à l'instar de ce qui existe pour les représentants syndicaux (sans cependant remettre en cause l'absence d'obligation pour l'employeur de rémunérer ces temps).